

5 fr

N° 43

Alarme

FERMENT OUVRIER REVOLUTIONNAIRE

'PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSONS-NOUS, SUPPRIMONS LES POLICES, LES ARMEES

LA PRODUCTION DE GUERRE, LES FRONTIERES, LE TRAVAIL SALARIE.

ARMES, POUVOIR, ECONOMIE AU PROLETARIAT.'

SOMMAIRE

..COUP D'OEUIL : LA POLOGNE

.. LE DECES DE NOTRE CAMARADE MUNIS

..SUITE ET FIN SUR LA RUPTURE AU F.O.R

COUP D'OEIL

POLOGNE

Les événements se précipitent en Pologne. Solidarnosc est légalisé, l'opposition présente des candidats au Sénat et à l'Assemblée Nationale, la presse d'opposition sort de la clandestinité.

Mais qu'est-ce qui fait courrir le général Jaruzelski ? Et bien, tout le fait courrir. Un vrai complot ! A l'extérieur, les USA lui promettent d'échanger ses bulletins de vote contre des dollars, en prêt d'abord, en investissements ensuite, du moins si la Pologne redevient "investissable". En clair, si Jaruzelski garantit la paix sociale, il a droit à quelques friandises monétaires et financières qui, espère-t'on, feront durer la paix sociale en faisant fructifier le capital. Au fait, qui est cet "on" ? Pour l'instant, nous pouvons déjà mettre dans ce sac le général Jaruzelski en personne (qui douterait de son attachement à la "bonne marche" politique et financière de la Pologne ?), les lobbies U.S soutenant l'initiative Reagan-Bush, et tous ceux qui se liquéfiaient de peur en aout 80, au moment de la grande offensive du prolétariat polonais.

Mais ce n'est pas tout, il y en aura pour tout le monde ! Aux frontières de la Pologne, l'agitation bat son plein. Agitation nationaliste dans les Etats baltes (Lithuanie, Lettonie, Estonie), qui risque toujours de déborder sur la Pologne ; agitation générale chez le grand frère russe, à l'occasion de la Gorbatchade et de la campagne électorale en Russie. Les dirigeants du centre stalinien règlent leurs comptes politiques et financiers, et ont clairement fait comprendre qu'il ne fallait pas compter sur eux pour régler les problèmes des pays frères. Sans prendre d'initiative eux-mêmes, ils veillent à ce que celles qui se prennent en Pologne leurs soient acceptables. Ils sont prêts à lâcher beaucoup, à condition de tout garder : le pouvoir et l'amélioration de l'exploitation du prolétariat russe. Par ailleurs pour Gorbatchev, la Pologne est un pays-test, comme l'a été à sa manière la Hongrie des années 60, pour le maintien du prolétariat dans les cadres du système d'exploitation capitaliste.

Enfin, à l'intérieur, la situation n'est guère brillante pour le POUP. Vaincu en 1981, le prolétariat a déjà relevé la tête et repart à l'assaut de L'Etat, vaille que vaille, avec plus ou moins d'efficacité, mais avec ténacité. Jusqu'à présent, chaque concession du pouvoir, censée exprimer sa force et son calme, a été utilisée par les travailleurs pour relancer l'agitation et mesurer les faiblesses de ce même pouvoir. De plus, toutes ces concessions ont jusqu'à présent été négociées et préparées avec l'Eglise et les dirigeants de Solidarnosc, dans un esprit oecuménique de "co-gestion" cher aux fondateurs du KOR (cf.

Kuron). L'opposition ecclésiastique et syndicale - c'est presque la même chose, avec une prépondérance pour la première jusqu'à présent - réclame à chaque fois une association plus étroite à la direction du pays.

Or Jaruzelski, bon gré malgré, lui consent cette place, non pas tant pour la museler que dans l'espoir de lui faire museler les prolétaires. Une fois de plus. Dans l'esprit des dirigeants staliniens, la collaboration de l'Eglise et du Syndicat est une caution face aux pressions à la fois externes et internes. Sur le front extérieur, la tactique semble réussir et démontre que les capitalistes savent reconnaître leurs semblables, alliés et piliers, par-delà les religions et les blocs impérialistes.

L'alliance du Parti, de l'Armée, de l'Eglise et du Syndicat, dessine limpide les contours du bloc du Capital, virtuellement constant. Cette alliance ne se ressoude réellement que face au danger commun : le prolétariat, porteur de la subversion communiste. Cette Sainte-Alliance était déjà sous-jacente lors de l'élection de Jean-Paul II à la papauté et surtout, lors de son voyage en Pologne augurant la constitution du syndicat Solidarnosc pour le prolétariat :

"En Pologne, le prolétariat a montré à plusieurs reprises, il y a encore peu de temps, qu'il était puissant et prêt à intervenir violemment contre l'Etat capitaliste. Pour cette raison, la Pologne est le point sensible du bloc de l'Est, le maillon faible. Pour tenter de désamorcer la bombe prolétarienne, le gouvernement a fait appel au pape, la conjuration du spectre du communisme concernant tous les intéressés à l'existence de l'oppression de l'homme par l'homme, sans distinction de religion ou de bloc impérialiste. Empêcher l'apparition de l'opposition communiste en focalisant l'attention du prolétariat sur la soit-disant opposition catholique, essayer de dévoyer le prolétariat sur une fausse alternative, voilà ce qui a présidé au voyage du pape en Pologne."

ALARME N°5 (Ete 1979)

Par la suite, nous avons dénoncé la soit-disant opposition syndicale et tous ceux qui, la soutenant, défendaient, qu'ils le veuillent ou non, la perrenité du rapport social capitaliste.

Ce qui était latent en 1979 est devenu patent en 80-81 et s'affiche maintenant sans vergogne. A tel point que certains des défenseurs (Trotskistes entre autres) de Solidarnosc n'osent plus le défendre aujourd'hui, prenant des airs dignes et offensés devant l'intégration spontanée, normale et ouverte d'un syndicat à L'Etat. Cependant, en manifestant ouvertement la nature étatique et capitaliste du Syndicat, fut-il "ouvrier", "démocratique" et "combattif", le pouvoir a pris un grand risque et a juste repoussé un peu plus loin les mêmes problèmes, qui ne s'en reposeront qu'avec plus d'acuité. La vague de grèves spontanées d'avril-août 88 a clairement montré que toute une frange (encore minoritaire) du prolétariat avait cessé de faire confiance à Solidarnosc. Les

derniers évènements ne peuvent que la renforcer dans cette méfiance et la pousser sur la seule voie qui soit concevable dans ses luttes :

. Tout d'abord, dénoncer la nature capitaliste du pouvoir en Pologne. Ceci est de la plus grande importance, non seulement pour les pays du bloc stalinien, mais aussi pour l'ensemble des prolétaires du monde entier. En effet, on savait, et il est confirmé, qu'il est de la plus haute importance de dissocier le plus nettement possible dans les esprits, le socialisme d'avec les régimes staliniens, produits et agents contre-révolutionnaires principaux de ce siècle. Toute lutte qui s'engagerait en se déclarant opposée au pouvoir socialiste (?!) en Pologne se condamnerait à l'isolement et à la reproduction des confusions les plus graves régnant encore au sein du prolétariat. Elle finirait aussi par affaiblir sa propre combattivité en ouvrant ainsi la porte à toutes les récupérations et les opportunismes possibles. En effet, c'est déjà ce manque de clarté idéologique qui a permis à Walesa d'être le leader authentique des luttes de 1980.

. De plus, se constituer en organisation indépendante, contre les fractions capitalistes, sur une base anti-religieuse et internationaliste. Ces deux questions sont particulièrement aiguës en Pologne et dans les pays de l'Est plus généralement, où elles font obstacle à toute manifestation de solidarité authentique alors qu'il s'y déroule simultanément des luttes ouvrières. Leur jonction renforcerait considérablement leur impact et aurait des conséquences positives et démonstratives pour les travailleurs occidentaux.

A NOS LECTEURS

Par suite des évènements qui nous ont touché et dont il est fait mention dans ce numéro, nous n'avons pu assurer la parution d'Alarme aussi complètement que d'habitude.

ECRIVEZ NOUS! PRENEZ CONTACT AVEC NOUS!
MILITEZ POUR LA REVOLUTION SOCIALISTE !

POUR TOUTE CORRESPONDANCE: FRANCE "ALARME" BP329
75624 PARIS CEDEX 13

ESPAGNE "ALARMA"(sans autres mentions)
APDO 5355
BARCELONA- ESPANA

LES PAIEMENTS DE PUBLICATIONS ET LES ABONNEMENTS DOIVENT ETRE
EFFECTUES A L'ORDRE DE: ALARME CCP N°151628 U PARIS

Notre camarade G.Munis est décédé le 4/02/89. Nous publions ici sa biographie de militant telle qu'il en a approuvé la rédaction et l'édition en postface de "Jalones de derrota, promesa de victoria" édition de 1977. La publication d'un tel texte permet de comprendre en quoi les avancées théoriques de Munis et ses différents combats ne constituent pas l'oeuvre d'un génie solitaire, mais se sont nourris de son engagement dans la lutte de classe à tous ses degrés d'intensité, de l'approfondissement politique menés avec ses camarades dans les organisations auxquelles il a appartenu et de sa réflexion personnelle. Sa vie ne parle que d'une continuité : celle de la lutte pour la révolution communiste. Elle est parsemée de ruptures permettant à chaque fois de mieux poursuivre le même but.

Cette biographie, ou plutôt, les combats menés sur différents fronts à la fois et successivement, souligne le silence des uns, (trotskystes) ou les déformations des autres sur l'activité et les idées de Munis. De la bataille dans la révolution en Espagne à la défense inconditionnelle ... du défaitisme révolutionnaire pendant la guerre, de la caractérisation de la Russie en passant par la rupture avec la IV^e Internationale, à la dénonciation des syndicats contre la révolution au milieu de révolutionnaires éffarés de tant d'audace, il n'a jamais hésité ; il a rompu avec les erreurs du passé, sèchement et sans demander pardon. Bref, autant que dire, il a fait.

Nous saluons la mémoire de notre camarade Munis.

La continuité que nous assurons est, nous l'espérons, le meilleur hommage qui puisse être rendu à un camarade dont l'engagement militant est resté enthousiaste et plein d'allant, quelques soient les vicissitudes de son combat pour la révolution communiste.

EBAUCHE BIOGRAPHIQUE REVOLUTIONNAIRE DE G.MUNIS.

G.Munis est l'un des premiers adhérents à l'Opposition Communiste de Gauche Internationale lancée par Trotsky, et qui en Espagne s'est rapidement donné le nom plus connu de "Izquierda Comunista" (Gauche Communiste). C'est de cette façon que ses premiers pas se firent contre la dictature de Primo de Rivera, dans une petite ville d'Estremadoure. Il intervient successivement dans la campagne pour les élections municipales qui renversèrent la monarchie, et dans la campagne pour l'Assemblée Constituante, avertissant que la démocratie républicaine serait aussi un régime de domination capitaliste. C'est l'époque d'une première polémique, en défense de la révolution russe face au réformisme et au stalinisme, contre Vidarte, le futur premier secrétaire de l'Assemblée Constituante.

Quelques mois après, il contribue clandestinement à l'organisation de l'Opposition trotskiste au Mexique. Il collabore à la victoire d'une importante grève des travailleurs des cimenteries à Mexico. Il est arrêté en plein meeting et expulsé du pays.

De retour en Espagne, il participe à des mouvements de grèves dans la zone de Llerena (Badajoz) ; il écrit dans "Joven Espartaco" (Jeune Spartacus) et plus tard dans d'autres publications de la Gauche Communiste : "La Antorcha" (La Torche), "El Soviet", "Communismo", celle-ci étant une revue théorique. Comme tant d'autres alors, il est arrêté plusieurs fois au cours de réunions ou d'autres activités de militant.

A l'issue de son service militaire, on respire déjà les événements d'Octobre 34. Il est nommé représentant de la Gauche Communiste à l'Alliance Ouvrière de Madrid. Là, c'est à son initiative que l'on doit le mouvement d'accueil et d'hébergement des femmes et des enfants des grévistes de Saragosse, ce qui leur donna la victoire après plusieurs mois de grève générale.

Lors de la sécheresse du même été, quand éclate la grève des travailleurs agricoles, il propose à l'Alliance Ouvrière de déclarer des grèves de solidarité à Madrid et dans les principales villes de province. Devant le refus obstiné des représentants socialistes (majoritaires), il rompt avec l'Alliance Ouvrière, considérant qu'elle favorise la défaite future des travailleurs industriels. Quelques jours après, il est désavoué par son organisation, qui nomme un autre délégué.

Il publie dans "Communismo" un article sur *Le moment insurrectionnel*, édité en brochure par les trotskistes de Cuba. Il écrit *Que sont les Alliances Ouvrières ?* brochure publiée incomplète, qui lui valut une condamnation pour incitation à la rébellion après Octobre 34.

En 1935 la crise de toutes les organisations ouvrières n'épargne pas la Gauche Communiste. En son sein, Munis appuie la tendance d'Estaban Bilbao, qui avait proposé d'entrer, avec droit de fraction et sans abandon de programme, dans les Jeunesses Socialistes. Celles-ci en effet condamnaient le réformisme et le stalinisme et s'étaient prononcées pour la IV^e Internationale que Trotsky réclamait depuis le début de 1933. Cependant, l'intégration ne se fit pas et les J.S se retrouvèrent prisonnières du stalinisme, à travers Carrillo et Melchor, deux de ses dirigeants revenus de Moscou.

Il s'oppose à la tendance de Nin et Andrade, qui fusionne à la fin de 1935 avec le catalaniste Bloc Ouvrier et Paysan de Maurin, parce que cela signifiait un abandon de principes. Le POUM est né de cette fusion.

1936. Au milieu de la dispersion de la plupart, de la mort de certains, du fracas des armes et du tumulte des idées-excellentes,

fausses ou délibérément perfides -issues de la commotion de Juillet, Munis crée une nouvelle organisation révolutionnaire. A ce moment déjà au nom de la IV° Internationale, dont la fondation, prévue, aurait lieu en 1938. Il résulta de son activité en compagnie de camarades espagnols et internationaux, la création d'une Section Espagnole pro-IV° Internationale. Elle publia un nombre indéterminé de tracts défendant le pouvoir ouvrier face à la reconstitution du pouvoir réactionnaire du Front Populaire, et entama la publication de "La Voz Leninista" (La Voix Léniniste), de Bulletins et critiques du POUM et de la CNT. L'activité de la Section connut son apogée durant l'insurrection de Mai 1937 en Catalogne.

Le "Cessez-le feu !" de la CNT et la répression consécutive du parti de la police russe, obligèrent les révolutionnaires à s'enterrer dans la clandestinité. Cependant, un manifeste-bilan de l'insurrection fut très populaire et des bulletins et numéros de "La Voz Leninista" parurent encore. Peu après, sur ordre de la police de Staline (GPU, le KGB d'alors), deux des collaborateurs internationaux de Munis seront assassinés : Hans Freund, dit Moulin, et Erwin Wolf, ex-secrétaire de Trotsky. L'Espagnol Carrasco disparut dans un milieu stalinien. C'était un ami de Munis depuis le service militaire.

A la fin de 1937, la révolution était liquidée. Les révolutionnaires se battaient en position désavantageuse, encerclés par une nouvelle police et des mouchards, avec y compris la CNT en face. Quand, à l'automne, le dernier Comité de Défense de la Révolution, qui occupait un vaste local sur l'avenue Paralelo de Barcelone, fut encerclé par les tanks sans que la CNT ne lève un doigt, disparut toute possibilité de regain du prolétariat. Les prisons se vidaient des fascistes et des réactionnaires et les révolutionnaires s'amoncelaient dans leurs cellules. Munis ne tarda pas à se retrouver dans l'une d'elles, après de multiples sévices de la police inféodée au parti "communiste". Il fut soumis à un procès calqué sur les falsifications judiciaires de Moscou. Accusation : espionnage et sabotage au service de Franco, désordre et grèves à l'arrière, afin de faciliter la victoire fasciste, organisation de l'insurrection de Catalogne, en mai 37, projet d'assassinat de Negrin, Comorera, Pasionaria, José Diaz, Prieto, et "en guise d'essai", assassinat effectif d'un capitaine russe (*). Deuxième accusé : Jaime Fernandez Rodriguez.

Jugement à huis clos, sans défense, quinze jours après l'intervention d'un juge dont l'instruction s'est limité à recopier le rapport de police. Un tribunal semi-militaire avec réquisition de peine de mort pour les deux premiers accusés. Une campagne internationale de protestation diffère le procès, d'une

(*)Les accusés crurent que la mort de ce sujet, appelé Narvich (sans doute un faux nom) était une invention. Mais Gorkin dit dans "Les cannibales politiques" qu'il fut exécuté par des gens du POUM, parce qu'il avait trempé dans l'assassinat de Nin.

date à l'autre, jusqu'à janvier 1939. Un mois et demi auparavant, Munis a été transféré à la forteresse de Monjuich, cachot numéro trois. Il s'enfuit au dernier moment et s'exile en France. Plus tard, dans l'émigration, un homme en rupture avec le parti de Moscou par dégoût de sa politique, lui a confessé que son unité militaire avait reçu l'ordre de l'exécuter, ainsi que d'autres prisonniers révolutionnaires, avant de se retirer vers la frontière. Son nom : Eladio Fernandez, galicien établi à Madrid.

Après la France, le Mexique, où il a des relations personnelles avec Léon Trotsky et sa femme, Natalia Sedova. Il intervient à plusieurs reprises dans le procès intenté lors de l'assassinat de Trotsky. Les conclusions de la partie civile, écrites par Munis, ajoutées au dossier, furent citées par les juges pour établir que l'assassin appartenait "vraisemblablement" à la police secrète de Moscou.

Cette même police inspire et paye une campagne dans la presse mexicaine, présentant Munis, Victor Serge, Gorkin, Marceau Pivert (dirigeant du Parti Socialiste Ouvrier et Paysan) comme "de notoires agents de la Gestapo" puisque trotskystes. De même, les chapelles de staliniens espagnols se livrent à des menaces de mort et des communiqués dans "El Popular".

La campagne jouissait de l'impunité, suite à la nouvelle alliance de la Russie avec les Etats-Unis, la France et l'Angleterre. Le sachant, Munis, le seul des diffamés à être en réalité trotskyste, écrit au Président de la république, mettant en évidence les falsifications des servants de Moscou, et déclarant que sa position face à la guerre mondiale était la position traditionnelle des révolutionnaires, opposée aux deux bandes impérialistes. Il somme des parlementaires soumis aux calomnieurs et protégés par leur immunité, d'y renoncer afin de se mesurer devant un tribunal. Ils ne le firent pas mais la campagne cessa, non sans que les calomnieurs promettent aux calomniés une mort certaine au coin d'une rue ... ou plus tard en Espagne.

A partir de 1941, il se livre à un travail d'étude et de reconsidération théoriques auquel participe Benjamin Peret ; là apparaissent les premières divergences avec le parti trotskyste des USA, relativement à son attitude face à la guerre impérialiste et aux résistances nationales. D'une divergence à l'autre, la section espagnole rompt avec la IV^e Internationale en 1948. Auparavant, il édite successivement, avec le groupe espagnol au Mexique, "19 de Julio", "Contra la Corriente" et "Revolucion". Il publie "Jalones de Derrota".

Après la rupture, il mène un travail révolutionnaire indépendant. Suite à la grande grève de Barcelone de 1951, il se rend clandestinement en Espagne. Il est arrêté à la fin de l'année suivante et condamné à dix ans de prison. un petit ouvrage figure comme corps du délit : "cuatro mentiras y dos verdades (politica

rusa en Espana) " . A sa libération, (*) il émigre à nouveau en France, où il reprend l'activité politique et organisationnelle, lançant, avec Péret, Fernandez et quelques jeunes, l'édition d' "Alarma". Il publie, joint à un texte de Péret, "Les syndicats contre la révolution" et plus récemment " Parti-Etat, Stalinisme, Révolution".

Par la suite, à partir de 1977 il participe aux activités du Ferment Ouvrier Révolutionnaire, tant pour la section espagnole éditant "Alarma" que pour la section française éditant "Alarme". Par ailleurs, il se consacrait à la rédaction d'un texte sur l'Etat, dont nous publierons un résumé dans l'Arme de la Critique.

 (*) Il va en Italie où il discute principalement avec Battaglia Comunista et Onorato Damen. Là il rédige "les syndicats contre la révolution" sans parvenir à en convaincre ses interlocuteurs. NDLR

PUBLICATIONS DU F.O.R

////////////////////

EN FRANCAIS

<i>Parti-Etat, stalinisme, révolution : G.Munis</i>	.....30,00
<i>Les syndicats contre la révolution : B.Péret, G.Munis</i>	..30,00
<i>Les révolutionnaires devant la Russie et le stalinisme mondial (reproduction de l'édition de 1946) G.Munis</i>	30,00
<i>Le manifeste des exégètes (reproduction de l'édition de 1946) B.Péret</i>	.....30,00
<i>Fausse trajectoire de Révolution Internationale</i>	.....10,00
<i>Alarme spéciale organisation (n°13)</i>	.....5,00
<i>Alarme collection complète par 10 numéros</i>	.....40,00
<i>Pour un second manifeste communiste</i>	.....25,00
<i>Analyse d'un vide, cinquante ans après le trotskisme</i>	..25,00

EN ESPAGNOL

<i>Jalones de derrota, promesa de victoria : G.Munis</i>	....150,00
<i>Pro segundo manifiesto comunista</i>	..... 25,00
<i>Llanamiento y exhorto a la nueva generación</i>	..... 15,00
<i>Trayectoria quebrada de Revolución Internacional</i>	..... 10,00
<i>Explicación y llanamiento a los militantes, grupos y secciones de la IV internacional (1949)</i>	..... 15,00
<i>Análisis de un vacío, cincuenta años después, el trotskismo</i>	
<i>Los revolucionarios ante Rusia y el stalinismo mundial (1946)</i>	
<i>El SWP y la guerra imperialista (1945)</i>	..... 30,00
<i>Reproducción por tema de "ALARMA" 1era y segunda serie (1958-1976) : Revolución social y luchas de clase en España, Consciencia revolucionaria y decadencia capitalista, Situación internacional y luchas proletarias, Rusia, China, Cuba y satelites ; C/U</i>	..... 55,00

RUPTURE AU F.O.R , suite et fin.

Après de longs mois d'attente, le groupe scissionniste du FOR a publié une lettre adressée aux organisations révolutionnaires. Comme on pouvait le prévoir, cette lettre montre clairement que, quel que soit le motif de cette rupture, il n'a rien à voir avec la défense de positions politiques, qu'elles soient révolutionnaires ou d'un autre genre. Il ne nous convient guère de nous livrer à des commérages, ou à un spectacle de cirque où l'un nie ce que l'autre dit et vice-versa. Par contre, il faut signaler au moins deux points pour lesquels l'action de ces camarades est non seulement incohérente, mais insoutenable politiquement.

Le premier aspect est que, ce qu'ils ont décrié, à savoir la "forme" d'action de la majorité, a toujours été la méthode de discussion interne, y compris en cas d'expulsions, la demande d'assemblée y incluse. Cela étant, "les plus anciens de l'organisation, y compris les initiateurs d'Alarme en France" refusent quelque chose qu'ils ont créé. Mais il faut être clair : le motif de la rupture n'est rien d'autre que le refus, exprimé par l'ensemble de l'organisation, du point de vue des scissionnistes. Au cours de ce processus (et la première phrase de leur lettre reproduite ci-dessus le confirme) ils ont montré qu'ils croyaient que l'organisation leur appartenait en propriété et que les titres de gloire devaient être respectés, ce qui est complètement étranger à une attitude honnêtement révolutionnaire.

L'aspect suivant est le plus important. C'est que même en supposant (ce qui n'est pas le cas) qu'ils aient entièrement raison contre la majorité, on ne peut rompre ainsi avec une organisation comme la nôtre, ayant une tradition pratique et théorique. Rompre sans qu'il y ait un dépassement politique et un questionnement de l'ensemble théorique, c'est tout simplement de l'aventurisme, et cela dénote un manque de rigueur et de sérieux qui compromet leur futur comme militants révolutionnaires. Ne pas accepter la défaite dans une dispute politique, ne pas savoir agir avec loyauté et patience pour renverser (quand cela est nécessaire, ce qui n'était pas le cas) une situation, paralyse et empêche de mener une bataille comme la nôtre, à contre-courant.

Pour l'instant, il n'est pas nécessaire d'entrer dans les détails. Ces camarades se revendiquent des positions théoriques du FOR et de sa trajectoire. De toute façon, il convient de signaler que ce n'est pas de l'histoire de notre mouvement qu'ils ont pu apprendre le chemin qui les a conduit à s'en situer en-dehors.

Les futures luttes du prolétariat nous mettrons tous à l'épreuve, tant les individus que les groupes, et seule la réponse à ces événements donnera la dimension révolutionnaire authentique de chacun.

Barcelone. 18/12/88.

Suite et fin à propos de la rupture survenue au FOR.

Dans le N°39 d'Alarme, nous avons fait état d'une rupture dans notre groupe. Ceux qui en ont pris la décision nous ont enfin fait parvenir un texte où ils prétendent l'expliquer et la justifier. Ils le donnent comme information aux groupes de partout. Nous nous contenterons de quelques points de contre-information, c'est-à-dire d'information véritable parce que vérifiable. Nous choisissons les plus gros seulement, parmi un bon nombre d'autres de la même veine :

1. Les deux expulsés qui sont, ou semblent être à l'origine du petit conflit qui a débouché sur la rupture en question, n'ont pas encouru cette sanction à cause de leur conduite envers le groupe argentin E.O, ni même à cause de leurs mensonges à l'égard du FOR. Non, la raison, c'est qu'ils intriguaient et paralysaient l'activité du groupe, tout en empoisonnant l'atmosphère. La demande d'expulsion est absolument claire là-dessus. Mais il faut préciser ce que nous n'avons remarqué qu'après : la paralysie provenait, plus que d'eux, d'autres camarades qui se sont érigés en protecteurs de premiers, dont un, hélas! militant très éprouvé, et l'autre, jeune encore, mais de valeur. Sans ambages, il brandissaient la paralysie comme argument en leur faveur. En vérité, ce sont ces deux camarades, on l'a vu par la suite, qui portent toute la responsabilité de la rupture. Rupture que, par-dessus le marché, ils déclarent ne pas être politique.

2. Ils la prétendent due à une violation, de notre part, des principes organiques du FOR, parce que :

a) La majorité d'entre nous aurait répondu par "un torchon" de texte à une lettre du camarade le plus âgé des deux protecteurs, où il proposait de transformer en son contraire un vote décidant l'expulsion, qui avait eu lieu après des mois de palabres irritantes, plus d'autres faits et manipulations anti-expulsions. Voici donc, intégralement, ce que d'excellents révolutionnaires présentent à d'autres comme un texte torchon:

"Pour le cas de J et C, nous avons tranché en faveur de leur expulsion et il n'est pas question pour nous de revenir en arrière. Toute discussion de rapportant à J. et C. est donc non-avenue. Nous considérons que tout sujet se rapportant au cas ci-dessus nommé sera une tentative visant à détruire ou à paralyser notre organisation en nous montant les uns contre les autres. Salutations Communistes".

Suivent les signatures et la date (28/11/87)

b) Parce que dans un projet de Munis sur une future organisation on lit (point 7): "S'agissant d'individus, la direction aura la faculté de suspendre leur activité extérieure comme membres du parti, jusqu'à décision définitive par les assemblées, mais sans les priver entre temps du droit de voix et de vote." Or il n'y a pas au FOR, jusqu'à présent, de direction,

par un accord général que les camarades coupables de la rupture ont approuvé comme tout le monde. On fonctionne en démocratie directe, sans aucun heurt, hormis l'actuel. Deuxièmement, les expulsés s'étaient retirés volontairement de l'organisation, tout en l'insultant ; troisièmement, l'organisation a voté non une, mais deux fois, et ce vote a une validité indéniable et incontestable pour quiconque, y compris pour les deux camarades "fondateurs". Eux-mêmes, ils ont voté d'autres expulsions, sans qu'ils se soient avisés de réclamer une assemblée générale. Par contre, et quatrièmement, le plus responsable de ces deux "fondateurs" (c'est leur expression) a voulu, de sa propre autorité, réintégrer ceux qui s'étaient retirés, sans même une demande au groupe de leur part, tandis que les protecteurs, eux, tachaient dans leur coin, d'embobiner des camarades. Cinquièmement, ils n'ont même pas demandé une réunion au groupe de Paris pour y plaider leur cause.

En un mot, ils se sont comportés comme si le For était leur propriété privée. Et après celà, ils se permettent de parler d'expulsion "manu militari".

Pourquoi deux poids, deux mesures, pourquoi tant de hargne ? L'avenir nous le dira sans doute.

F.O.R (France) Décembre 1988.

PERMANENCES EN FRANCE

PARIS : tous les deux mois, le second samedi du mois.
Le 10 juin 89 et le 12 aout 89 de 14 à 16h00
au café "Le Rond-Point", Métro Père-Lachaise

TOURS : tous les deux mois, le dernier samedi de 15 à
17h00 au café "Le Bordeaux", place de la gare.
Les prochaines : juin et aout 89.

NANCY : même fréquence et même horaire que Tours au
"Café de la gare", place de la gare. Les pro-
chaines : juillet et septembre 89.

* * * * *

dépôt légal : 1° trim.89
directeur de publication
P.Maréchal
comm. paritaire 61890

DECLARACION DE FOMENTO OBRERO REVOLUCIONARIO

Nada es mas ajeno a los comunistas que rendir culto a las personas, vivas o desaparecidas. Fieles a este criterio pocas palabras mas queremos anadir a esta biografia que recoge en lo esencial, el actuar del camarada Munis. Para nosotros, sus camaradas, sus amigos, su desaparicion fisica significa la privacion de una fuente inagotable de energia revolucionaria : desde el inicio de su vida consciente asta el ultimo minuto de esta, trabajo incansablemente para conseguir cambiar el signo de la historia y convertir la permanente derrota de los oprimidos en sublevacion victoriosa de la clase obrera, cifra del inicio de la supresion de la explotacion de toda indole. Este hecho, de por si señalable, adquiere mayor relieve cuando se comprende que para Munis y su generacion, retomar la actividad revolucionaria significaba sacar cabalmente lecciones de los acontecimientos de los que ellos fueron protagonistas. Tarea doblemente dura en cuanto que era preciso sacar conclusiones de realidades nuevas, a la vez que iban quedando en el camino la mayor parte del hasta ese momento movimiento revolucionario. Munis no permaneció indiferente ante esta nueva situacion y con el rigor y la pasion que caracterizaron su vida, oriento su actividad rompiendo con viejos esquemas y analisis que ya no permitian avanzar por el camino del aplastamiento de la sociedad de clases. Este es el autentico sentido de la actividad revolucionaria, convertir en algo vivo la experiencia acumulada, siempre presto a transformarla en respuesta actual. Es en esto donde ha sabido poner su impronta, estando convencidos, como estamos, de que el futuro partido mundial del proletariado tomara sus bagages mas seguros del espiritu que anima a "pro-segundo manifiesto comunista", "los sindicatos contra la revolucion" o "partido estado". Entre otras aportaciones, las expresiones mas claras del compromiso revolucionario contemporaneo. La fuerza de estas ideas reciben en hundir sus raices en la experiencia del movimiento obrero y de ser a la vez la reflexion critica que los revolucionarios estan obligados a hacer en su combate, a riesgo de convertirse en momias del pasado o en retazos de expresiones verdaderamente revolucionarias. Para que superacion de viejas posiciones fuese efectiva la constitucion de una organizacion era imprescindible, este es el origen, y el futuro, de Fomento Obrero Revolucionario, a cuyo acendramiento dedico parte de su vida.

Munis ha muerto como vivió : como un militante activo, luchando por fortalecer la organizacion que él, junto a otros camaradas, fundó, y sin cesar de enriquecer la teoria y la practica comunista.

Nosotros sus camaradas, sus amigos, que continuamos en el combate, en el que estabamos unidos recordaremos siempre al camarada G. Munis porque fue ejemplo de algo que el ya habia dicho : QUE SER HOMBRE, EN NUESTRA EPOCA MAS PERENTORIAMENTE QUE NUCA, ES COMPORTARSE REVOLUCIONARIAMENTE.